

**L'émergence et le développement de l'entreprise: Levier d'action
pour une croissance économique en Algérie****The emergence and development of the company: A lever
for action for economic growth in Algeria****KAMELI Mohammed**Université de Sidi bel abbes (Algérie), medkameli@yahoo.fr**Reçu : 23/03/2022****Approuvé : 28/04/2022****Publié : 10/05/2022****Résumé:**

Aucune stratégie économique quelque soit la volonté politique affichée par les pouvoirs publics ne peut réussir sans l'apport conséquent des entreprises. Toutes les institutions ont besoin de ressources pour fonctionner. Mais seule l'entreprise produit des richesses matérielles dont a besoin la nation pour avancer. Aussi, l'émergence et le développement de l'entreprise constituent un levier d'action pour promouvoir la croissance économique en Algérie. Les principaux résultats de notre article mettent en en exergue les paramètres importants à mettre en œuvre pour une émergence et un développement de l'entreprise algérienne.

Les principaux résultats de notre article mettent en évidence la nécessité d'appliquer certains leviers fondamentaux et un financement efficient.

Mots clés : Emergence et développement de l'entreprise, Croissance économique, Financement, Système bancaire, Bourse des valeurs mobilières, Leviers fondamentaux.

Jel Classification: H25, O17.

Abstract:

No economic strategy, whatever the political will displayed by the public authorities, can succeed without the consequent contribution of companies. All institutions need resources to function. But only business produces material wealth that the nation needs to move forward. Also, the emergence and development of the company constitute a lever for action to promote economic growth in Algeria. The main results of our article highlight the important parameters to be implemented for the emergence and development of the Algerian business.

The main results of our article highlight the need to apply certain fundamental levers and efficient funding.

Keywords: Emergence and development of the enterprise; Economic growth; Financing; Banking system ; Securities Exchange; Levers.

JEL Classification: H25, O17.

Introduction:

Aucune stratégie économique quelque soit la volonté politique affichée par les pouvoirs publics ne peut réussir sans l'apport conséquent des entreprises. Toutes les institutions ont besoin de ressources pour fonctionner. Mais seule l'entreprise produit des richesses matérielles dont a besoin la nation pour avancer. Le tissu institutionnel fonctionne avec la richesse produite par l'entreprise ((Lamiri, 2013) (St-Pierre, Trépanier, 2017) (Colovic, 2008). L'entreprise constitue un outil stratégique, vital et décisif dans toute économie qui se donne comme objectifs un développement réel, dynamique, consistant et durable (Lakhlef, 2014). Depuis les années 1970, les pouvoirs publics ont inscrit dans leur programme la nécessité de mettre fin à la dépendance du pays par rapport aux hydrocarbures, qui est sans cesse repris dans les déclarations officielles, mais cet objectif n'a jamais pu être réalisé. La nécessité de diversifier la production et de se libérer de la dépendance par rapport aux hydrocarbures est affirmée sans cesse. Toutefois, des obstacles multiples et des lacunes nombreuses empêchent d'avancer sérieusement vers la réalisation des objectifs fixés ; d'où la nécessité de prendre les mesures adéquates pour éliminer les entraves, créer les conditions favorables pour promouvoir les investissements productifs et ce, par l'émergence et le développement d'entreprises productives.

Problématique:

Une question centrale est au cœur de notre problématique:

- Quels sont les paramètres importants à mettre en œuvre pour une émergence et un développement de l'entreprise algérienne.

Hypothèses:

Afin de résoudre la problématique en question, nous avons émis les hypothèses suivantes:

- Le développement de l'entrepreneuriat : L'entrepreneur est le moteur du progrès technique grâce à sa capacité à imaginer de nouvelles combinaisons des ressources productives comme source de nouveaux produits et procédés, de nouvelles méthodes de production ou d'organisation de celle-ci, l'ouverture de nouveaux marchés ou de nouveaux débouchés. Aussi ; la formation entrepreneuriale et à intégrer dans l'ensemble des institutions en Algérie.
- Egalement plusieurs leviers fondamentaux sont à mettre en œuvre pour l'émergence et le développement de l'entreprise algérienne, il s'agit entre autres : Un développement harmonieux des rapports entre le système de formation et la sphère économique pour la formation de ressources humaines qualifiées ; Une économie fondée sur la connaissance ; Un environnement institutionnel et économique adéquat ; L'adaptation du système bancaire et financier aux nouvelles règles de l'économie de marché ; Une amélioration du climat des affaires ; Un financement harmonieux des entreprises ...

Les objectifs principaux du thème de notre article:

- Mettre en lumière l'importance de l'entreprise quant à l'essor économique en Algérie ;
- Mettre en exergue les paramètres importants à mettre en œuvre pour une émergence et un développement de l'entreprise algérienne.

Trois axes principaux constituent l'ossature principale de notre papier:

1. Le développement de l'entrepreneuriat en Algérie: un vecteur primordial pour l'émergence et le développement des entreprises.
2. Les leviers fondamentaux à mettre en œuvre pour la promotion de l'entreprise en Algérie.

3. La problématique du financement des entreprises en Algérie

1. Le développement de l'entrepreneuriat en Algérie : un vecteur primordial pour l'émergence et le développement des entreprises

1.1. Une brève revue de la littérature ayant trait à l'entrepreneuriat :

(Janssen, 2009) nous informe que les grandes écoles de pensée, notamment Richard Cantillon (1860-1734) et Jean –Baptiste Say (1767-1832) peuvent être qualifiés de précurseurs pour avoir attribué un rôle économique spécifique à l'entrepreneur dans le processus économique. En effet, ils sont les premiers à s'intéresser tant à l'économie qu'aux entreprises, à leur création, à leur développement et à leur gestion. (Blais et Toulouse ,1990) dans ce cadre, mettent en évidence que des chercheurs ont mené une étude sur 2278 fondateurs d'entreprises dans 14 pays ayant trait à leurs motivations. Il ressort de cette enquête les résultats suivants : Facteur 1 : désir de reconnaissance sociale ; Facteur 2: désir d'accomplissement personnel ; Facteur 3 : nécessité d'avoir de l'argent ; Facteur 4: besoin de pouvoir, d'autonomie et de désir de liberté ; Facteur 5 : altruisme communautaire ; Facteur 6 : besoin d'évasion ; Facteur 7 : opportunisme.

1.2. Le modèle de Shapéro (1975) :

Shapéro cité par (Hernandez, 1999) met en évidence que la création d'entreprise est un phénomène multidimensionnel, il faut pour l'analyser prendre en compte, en plus des caractéristiques psychologique du créateur, un certain nombre de facteurs contextuels. Pour cet auteur, ils sont de trois ordres : La discontinuité, la crédibilité, la faisabilité.

1.3. « The trait approach » :

(Hernandez ,1999) explique également que des chercheurs ont mené des recherches sur l'entrepreneuriat notamment la recherche du profil du créateur qui réussit est caractéristique de cette démarche. Les chercheurs ont essayé de répondre aux questions suivantes :-Quels sont les créateurs qui réussissent, et ceux qui ne réussissent pas ? Quels sont les critères de réussites ? Les premières recherches ont porté sur le créateur lui-même et en particulier sur ses caractéristiques psychologiques. Elles correspondent à ce que les américains appellent : « the trait approach ». La personnalité du créateur, ses origines, sa formation etc. ont suscité un grand intérêt et donné lieu à des multiples recherches. Il ressort des recherches en question, ce qui suit : Le besoin d'accomplissement : ce besoin est un des critères essentiels de la création d'entreprise ; La propension à la prise de risque : créer une entreprise, c'est accepter de prendre des risques. Le premier risque est financier ; Le second est professionnel : quitter son emploi pour créer, c'est renoncer à certaines certitudes sans savoir de quoi exactement demain sera fait, c'est affronter l'inconnu. Plusieurs recherches ont mis en exergue l'importance de l'entrepreneuriat (Fayolle, 1999) (Porter, 2008) (Lakhlef, 2014) (Baronet, 2011) (Boissin, Chollet et al ,2008) (Janssen, Surlemont ,2009) (Verstrate , Fayolle ,2005).

2. Les leviers fondamentaux à mettre en œuvre pour la promotion de l'entreprise en Algérie :

Il existe dans ce cadre plusieurs paramètres qui puissent permettre un essor de l'entreprise algérienne, et que nous tenterons de mettre en relief ci-dessous.

2.1. Les ressources humaines :

Un pilier central pour une culture entrepreneuriale en Algérie. Le développement des ressources humaines en Algérie constitue un chantier vital pour l'émergence de la culture entrepreneuriale et mettre ainsi l'économie algérienne sur le chemin de la croissance. Le capital humain est un moteur fondamental de la croissance économique. L'investissement dans le capital humain s'est en effet avéré déterminant pour la création de conditions favorables à la promotion d'une croissance économique durable et de l'emploi (Rezig

,2006). La qualité des ressources humaines représente un atout considérable pour une économie et son insertion dans le marché mondial. Non seulement le système éducatif fournit les cadres dont à besoin une économie, mais il s'adapte aux mutations économiques et sociales tant au niveau national qu'international (Mouhoubi, 1998). La gestion des ressources humaines doit permettre à l'organisation de disposer d'individus compétents et qualifiés au bon poste. Cela s'appuie sur l'identification des besoins, sur des actions de recrutement et sur une politique de formation. Dans toute structure ; l'individu tient une place prépondérante car il est le sujet de la connaissance, il est porteur d'une partie d'un ensemble que l'on entrevoit à travers le groupe. Il représente, l'intelligence dans son affirmation sociale en particulier par son comportement vis-à-vis du savoir, de ses aptitudes qui touchent aux capacités relationnelles et à la coopération. L'attitude de l'individu est source de connaissance par le fait qu'il la crée et la transmet dans son environnement professionnel. Dans le même ordre d'idées (Lamiri, 2003) indique que toutes les entreprises s'évertuent à proclamer que les ressources humaines constituent et ce à juste titre ; leur capital le plus précieux, mais seules les firmes qui définissent et appliquent des politiques de valorisation, de ce seul potentiel aux possibilités illimitées, arrivent à rehausser sans cesse leur niveau de performance (Khiat, Semaoune, Bekheda ,2017)(Perreti, 2015) (Alary , Laloup, Stroussi ,2010) . Les Etats-Unis sont considérés comme un pays précurseur en matière de la formation entrepreneuriale dans les universités. En 2005, plus de 1600 institutions proposaient 2200 cours, 44 revues académiques sont consacrés à l'entrepreneuriat et plus de 100 centres sont établis (Henni, Chachoua, 2019). La plupart des universités possèdent des chaires d'entrepreneuriat (Thevenet,Vachette, 1999).

2.2. Les compétences :

Levier de pilotage pour une émergence des entreprises en Algérie. Un autre pan de la littérature en management stratégique s'est demandé pourquoi des entreprises qui relèvent pourtant d'un même secteur d'activité ne sont pas égales en termes d'efficacité et de performance ? L'explication organisationnelle que fournit la théorie des ressources est fondée sur l'idée que ce sont les caractéristiques internes de l'entreprise qui sont seules susceptible de rendre compte de ces réussites différenciées. La gestion des connaissances est une source possible d'obtention d'un avantage concurrentiel durable pour une entreprise ; Cela suppose dans un premier temps de montrer que la connaissance peut être analysée comme une ressource. Cette approche d'ordre économique doit s'enrichir ensuite d'une approche plus organisationnelle pour montrer que les connaissances ainsi détenues peuvent favoriser la coordination interne et par la même contribuer par leur mise en cohérence à la création de valeur pour les clients (Pallas, Labaki ,2005).

2.3. L'économie fondée sur la connaissance (EFC) en Algérie :

Une source potentielle pour un développement des entreprises. (Lamiri, 2013) met en lumière que l'économie de la connaissance comprend des pans entiers des activités d'un pays : la formation de longue durée et de recyclage, les technologies de l'information et de la communication, la recherche et développement, l'innovation, la communication, les industries de l'expertise et du conseil etc. Ce sont des activités transversales qui influent sur l'ensemble des autres secteurs : agriculture, mécanique, tourisme, électronique et le reste .L'économie de la connaissance est comme le sang qui irrigue le corps humain, elle contribue à améliorer la productivité de tous les autres secteurs. Elle constitue de nos jours un facteur clé de succès incontournable pour les nations qui souhaitent accéder à l'émergence puis au développement (Foray, 2000) (Bellon, 2002). Les pouvoirs publics et les opérateurs économiques en Algérie doivent prendre en considération la combinaison et

l'articulation des capitaux, du savoir et du capital humain que dépend, désormais la construction des avantages compétitifs progressivement substitués ou ajoutés aux avantages comparatifs naturels (Mekideche ,2008). L'EFC devra concerner tous les segments des activités et tous les métiers. Les entreprises sont appelées à investir davantage dans l'acquisition du savoir technologique et la recherche appliquée, en ayant recours aux capacités existantes dans les centres de recherche et les universités. Les pouvoirs publics sont appelés, en tant que puissance publique, à jouer un rôle incitatif dans la promotion et le soutien du développement des relations entreprises- recherche. (Khelassi ,2010) note que les facteurs clés de succès, les opportunités et les menaces ne seront plus les mêmes. La mise en place de structures de planification et de prospective, de veille technologique s'impose également, dans la mesure où elles sont à l'EFC ce que les plans de bataille sont aux états major.

Tableau n°1 : Les indices de l'économie de la connaissance au Maghreb

Indices	Algérie	Tunisie	Maroc	Mauritanie
Régime d'incitation	2,18	4,04	3,12	3,64
Innovation	3,59	4,65	3,75	2,24
Education	3,66	4,08	1,95	0,89
Information (TIC)	3,46	4,48	4,37	2,68

Source : Djeflat A (2014) : L'intégration économique Maghrébine : Un destin obligé ; Ouvrage collectif sous la direction de A. Mebtoul et Camille Sari. Editions Anwar El Maarifa (Algérie) p.435.

Les chiffres montrent que les investissements en R-D (recherche et développement) par rapport au PIB ont fait des progrès notables dans la sous –région et notamment en Tunisie, au Maroc, et en Algérie où les 1% sont atteints.

2.4. Les effets induits par la recherche et développement (R-D) et l'innovation dans la promotion de l'entreprise en Algérie :

2.4.1. La recherche et développement en Algérie :

Un outil pour renforcer l'entreprise, (Bensalhi ,2012) souligne que selon les chiffres publiés par les institutions comme l'OCDE, le FMI, la banque mondiale, le total des investissements consacrés en matière de recherche et développement dans le monde se situe pour 2012 autour de 1402 milliards de dollars : les USA se prévalent de la première place avec 436 milliards de dollars, dont 280 milliards de dollars injectés par le secteur privé. Pour sa part et à ce titre, (Mekideche, 2008) note que les dépenses de recherche d'aujourd'hui sont les investissements de demain et la valeur produite d'après-demain avec les emplois qui vont avec.

2.4.2. L'innovation : Facteur prépondérant de la compétitivité de l'entreprise

(Stiglitz ,2010) met en évidence que l'innovation est une source de compétitivité pour l'entreprise. Mais, pour que le savoir soit diffusé librement, l'Etat doit assumer la responsabilité de financer sa production. C'est pourquoi il joue un rôle fondamental dans la promotion de la connaissance et de l'innovation. Certains des plus grands succès des Etats-Unis d'internet à la biotechnologie moderne sont issus de recherches financées par l'Etat, en général dans les universités publiques ou à but non lucratif. Défi qui nécessite une adaptation quasi permanente : Aux variations du contexte économique ; Aux changements réglementaires ; Aux mutations technologiques ; Aux évolutions des métiers ; Aux attentes des salariés et des clients. Dans ce cadre, pour donner à l'innovation toutes ses chances de réussite en Algérie, les pouvoirs publics doivent développer les facteurs clefs de

compétitivité industrielle, au premier rang desquels se trouve la capacité d'innovation par la recherche et développement (R-D) (Fayolle, Lemaire, 2014) (Roman, Walchn 2013)

2.4.3. Veille et intelligence économique en Algérie : une vision pour l'avenir de l'entreprise algérienne

Depuis quelques années, avec l'évolution importante d'Internet, la masse d'information disponible est de plus en plus grande et diverse dans tous les domaines. Cette mutation est liée à l'avancement des technologies de l'information et plus particulièrement des télécommunications qui au cours de la dernière décennie, ont bouleversé la façon de travailler, de réfléchir, et de réagir. Toute stratégie de recherche et développement s'appuie sur l'analyse des informations scientifiques et techniques dont l'entreprise a besoin pour sauvegarder, optimiser et enrichir son patrimoine immatériel (Bernaoui, 2016) (Jakobiak, 2006) (Porter, 2003). Aussi, l'intelligence économique constitue un outil de management au service de la stratégie qui permet par l'analyse de la problématique, de la définition des besoins, la recherche, le traitement et l'exploitation d'informations. (Fontanel M et Fontanel j ,2013) expliquent que l'intelligence économique propose de s'approprier tous les renseignements utiles concernant l'environnement et les savoirs et savoir-faire des entreprises. Le possesseur de l'information peut mieux informer sa décision et la rendre plus rigoureuse, plus cohérente, plus pertinente au regard de ses objectifs. Les procédures rigoureuse, plus cohérente, plus pertinente au regard de ses objectifs. Les procédures de veille proposent la recherche et l'acquisition d'informations pertinentes : détection et accès aux sources. Il existe plusieurs types de veille qui correspondent à des domaines d'observations différentes, l'intelligence économique étant le stade supérieur de l'ensemble des procédures de veille engagées par les entreprises (Rouach, 2015) (Darbellet, Izard, Scaramuzza, 2011) (Azoulay, Kriger, Poulain, 2001).

2.4.4. L'essor des Start up, entreprises innovantes : un progrès fulgurant pour l'économie algérienne

De très petites entreprises ou des PME peuvent être innovantes en créant un produit ou un service à partir de travaux de recherche et apporter quelque chose de nouveaux sur le marché, ce sont les start up (Lakhlef, 2010). Les entreprises qualifiés de start up sont des entreprises qui démarrent, dont le but est de valoriser un travail de recherche. Elles sont donc innovantes. Les liens existent entre ce type d'entreprises et la recherche. Aussi, un incubateur a pour mission d'assister les star up dans les phases de démarrage et le lancement en mettant à leur disposition un soutien dans le conseil, dans la recherche de subventions ou de financement, la formation...((Lakhlef,2010). Les start-up constituent une locomotive pour une dynamique économique ; les pouvoirs publics dans les pays Maghrébins doivent mettre une stratégie afin de soutenir et développer la création et le lancement de ce type d'entreprise en mettant à la disposition des promoteurs des incubateurs (Lakhlef,2008 (Horbach,2008)(Bellon,2002)(Lamiri,2003).

2.4.5. La formation entrepreneuriale en Algérie : un instrument managérial promoteur d'un essor économique

Pour (Lakhlef ,2014) à la base de l'entrepreneuriat, il y a toujours un entrepreneur, défini comme un réalisateur de projets et, dans un sens plus strict, comme une personne capable de transformer un rêve, une idée, un problème ou une occasion en une entreprise. L'entrepreneuriat est une discipline et comme toute discipline, elle peut être apprise (Zeroki, Grari, 2017) (Fayolle, 2004) (Audet, 2001) (Papin, 1999) (Boudia, 2017). L'intelligence humaine est la première source d'émergence de développement des nations, c'est grâce aux capacités intellectuelles des américains que les USA sont devenus la

première puissance du monde (Lamiri, 2013). Aussi ; la formation entrepreneuriale est à intégrer dans l'ensemble des institutions de formations afin que l'économie algérienne puisse survivre, s'adapter aux changements, à l'environnement et à la compétitivité. La création d'activité et la création d'entreprise participent pleinement à ce processus. Aussi, l'entrepreneuriat peut faire l'objet d'un enseignement académique en Algérie De tels enseignements existent de par le monde. La création d'entreprise ne s'improvise pas. La combinaison entre la formation et l'entrepreneuriat est récente. Plusieurs recherches ont mis en exergue l'importance de la formation entrepreneuriale

2.4.6. Création de centres de recherches mixtes entreprise-université en Algérie dans le domaine de l'entrepreneuriat :

D'autres impératifs deviennent primordiaux pour le bon fonctionnement de l'économie algérienne. Il s'agit de la production et l'application de connaissances scientifiques et techniques. Par conséquent, le système de formation en général et l'environnement socio-économique sont appelés à rebâtir des relations de façon à rétablir l'harmonie de leur complémentarité tant nécessaire à la réalisation du développement. En effet, la création des centres de recherches mixtes entreprise-université et institutions de formations pour intensifier les échanges entre les deux secteurs et déterminer les facteurs d'incitations suffisants à leur impulsion. Prévenir les innovations technologiques par une intervention en termes de "veille", c'est-à-dire en termes de prévision des modifications importantes, susceptibles de se produire à court ou moyen terme, compte tenu de l'évolution observée des connaissances et des techniques constitue une nécessité en Algérie. L'élaboration de nouvelles connaissances à travers les changements que vit le monde actuellement, démontre que seule la production de connaissances appropriées, par les pays eux-mêmes, est capable de leur donner l'autonomie nécessaire à leur survie (Sari, 2011) (Alliouat, 2014). Toutefois, pour que de tels rapports soient pertinents, voir simplement possibles, il faudra aussi bien renforcer l'autonomie de l'université en Algérie, que réaliser celle, pleine et entière, de l'entreprise. Afin que ces rapports soient permanents et fructueux, il s'agira également de créer de véritables liens de réciprocité et de complémentarité, voir de dépendance, entre ces deux types de structures Pour (Monimo, Sedkaoui, 2014) la relation université-entreprise revêt une importance particulière dans les secteurs de l'enseignement et de la recherche. Etant donné qu'il ya une dynamique d'échanges mutuellement profitable entre les deux univers. Ce phénomène du partenariat université-entreprise tend à prendre place dans le paysage universitaire mondial. La production scientifique est le fait d'institution spécialisée telles les universités, centre de recherches, fondations, laboratoires de recherche (Jolis,2000) (Gaudillot,Quelin,2004))(Verstate,2000).

2.4.7. Le rôle des pouvoirs publics en Algérie pour le développement d'une synergie université-entreprise :

Il demeure impératif que les pouvoirs publics puissent développer une synergie entre l'université et l'entreprise en vue de promouvoir l'entrepreneuriat à travers l'université par une sélection de projets, d'accompagnement et d'évaluation. Dans ce cadre, (Rahmani,Lebrag, Rahmoune, 2019) mettent en évidence que la relation entrepreneuriat – université est un pilier du développement économique et technologique d'un pays, elle s'inscrit dans une perspective de pérennité du fait des structures développées. Elles sont initiatrices d'innovation car elles jouent le rôle d'intermédiaire et de catalyseurs de projets ; L'éducation en Algérie, a besoin de se remettre en cause : créer des outils de son management, de sa modernisation et de ses recyclages est primordiale. Les entreprises algériennes doivent être plus fortement incitées à qualifier leurs membres. Le progrès technique est lié au progrès scientifique, or celui-ci fait l'objet d'une production qui, tant

dans les centres de recherche publics et les universités que dans les fondations privées ou les entreprises, mobilise un nombre croissant de personnes. Une économie qui investit beaucoup dans la recherche a plus de chance d'obtenir une forte croissance économique que celle qui y investit fort peu (Biales, Leurion, Rivaud, 2007) (Benguerna, 2007) (Arif, 2007).

2.4.8. La création des pôles de compétitivité en Algérie au service de l'entreprise :

Les pôles de compétitivité nécessitent un certain nombre d'acteurs qui participent à un développement. Il y a l'entreprise, l'université avec ses centres de recherches et les collectivités locales. La locomotive est l'université, qui peut accompagner le développement et ériger un mode de gestion. L'université possède les moyens humains, mais les financements, c'est aux entreprises et aux collectivités locales de les apporter puisque les retombées de ces financements les toucheront directement. Dans les pôles de compétitivité, Il ya un certain rayon d'action dans lequel gravitent des centres d'intérêts et ces derniers sont en dynamique permanente de compétitivité. Ce qui est nécessaire aujourd'hui en Algérie, c'est une réforme basée sur deux orientations principales : La mise en relation des cursus scolaires avec les besoins des secteurs d'activité et la formation de créateurs d'emplois (Collovic-Lamotte, 2004) (Khelladi, 2012) (Kasri-Boudache, Ifourah, 2017).

2.5. L'importance du rôle des collectivités locales dans l'émergence et le développement de l'entreprise et de l'entrepreneuriat en Algérie :

Un initiateur de projet au niveau d'une commune algérienne par exemple ne peut maîtriser à la fois les conditions techniques d'une activité et les outils de gestion et de direction d'une entreprise. En fait, chaque métier, fonction ou projet exige un savoir, un savoir-faire. Un promoteur ou un manager ne peut sauf des cas exceptionnels, réunir des compétences dans tous les domaines aussi bien sur le plan technique que sur la plan managérial. Il a besoin d'un soutien, de conseils, d'un complément de formation, d'un accompagnement durant tout le processus de création d'une activité et de lancement et de gestion d'une entreprise. Aussi, les autorités locales doivent mettre en œuvre le système d'accompagnement. C'est par un cercle vertueux ouvert à une stratégie de développement, basée sur la création de valeur, de richesse et d'emploi, que les élus doivent s'intéresser aux difficultés économiques d'autant plus que celles-ci représentent un enjeu politique. Ces difficultés économiques devraient être les objectifs ultimes de toute collectivité locale, s'assurant la synergie nécessaire à sa mise en œuvre. En effet, un élu doit être un stratège et un visionnaire au service de sa commune en favorisant et en dotant sa commune de pépinières et d'incubateurs afin de promouvoir l'entrepreneuriat. (Khelil, 2011) note pour sa part que dans le processus de décentralisation, l'Etat moderne doit veiller à accorder aux collectivités locales, toutes les prérogatives et tous les moyens qui leur permettront d'assurer la totale responsabilité de gestion de leurs territoires respectifs, elles seront responsables vis-à-vis des citoyens, tout en sauvegardant l'unicité des politiques et stratégies nationales qui doivent, dans l'intérêt général, transcender les conjonctures locales.

2.6. La bonne gouvernance : Levier prépondérant pour la réussite et le maintien de l'entreprise algérienne

Pour (Beddi, boumedienne, 2018) la bonne gouvernance suppose un esprit créateur afin de s'adapter à toutes les réalités, même celles qui se présentent dans les conditions les plus pénibles. Les institutions internationales recommandent aux pays en développement d'appliquer les principes de la bonne gouvernance pour s'assurer un développement équitable et réel. (El Moghrebi, Khiat, 2017) mettent en relief que la gouvernance repose sur trois principes fondamentaux ; la démocratisation des processus, la compétence des agents en charge et la confiance. C'est la concrétisation de ces principes dans un Etat qui peut créer

un environnement favorable à d'éventuelles améliorations dans la gestion des organisations et de leurs performances. Les entreprises s'inspirent des grands principes de la bonne gouvernance notamment en matière de contrôle, de la transparence et de l'éthique pour une meilleure relation avec les actionnaires, les investisseurs et la clientèle..La bonne gouvernance est une problématique de recherche explorée de manière récurrente dans le champ des sciences économiques et du management (Lakhlef, 2006) (Hirigoyen, Poulain-Rehm, 2017).

2.7. L'impact du climat des affaires et la maîtrise des projets sur le développement de l'entreprise algérienne :

(Lamiri, 2013) souligne que parmi les caractéristiques du sous développement, il y a lieu de citer la bureaucratie. Le management moderne a produit des thérapies efficaces contre ce fléau. La bureaucratie étouffe un pays. Le passage d'une institution bureaucratique à une entité experte exige un bouleversement complet des modes de fonctionnement. (Benabdelkader, Laronne ,2014) mettent en évidence dans ce cadre l'élément fondamental du processus de création de richesses : la confiance, notamment la confiance des individus dans le niveau d'autorité des règles régissant la société, à savoir leur degré d'adhésion à ces institutions.

2.7.1. L'indice du climat des affaires :

C'est un indice qui donne une appréciation sur le climat des affaires dans un pays donné. Le climat des affaires est apprécié sur une échelle variant de 1 à 4. L'appréciation est basée sur l'analyse de plusieurs critères concernant les finances, la qualité de l'infrastructure, le système fiscal concerné, le degré de corruption, la violence...Un indice égale à 1 qualifie une situation peu enviable, un indice du niveau 4 exprime une situation très attrayante. Aussi, la création d'entreprise en Algérie doit se dérouler dans un climat des affaires propice à la création d'où l'importance de la bonne gouvernance. (Lakhlef, 2006)(Grim,2009).

3. La problématique du financement des entreprises en Algérie :

En Algérie, le financement des entreprises se fait quasiment par le biais des crédits bancaires, ce qui constitue un frein pour la prise en charge de tous les projets. Le crédit bancaire ayant des limites qui sont fixées à travers entre autres, les ratios de solvabilité, de liquidité et de division des risques, il est clair que les banques algériennes ne pourront supporter seules le financement de l'économie. Le financement des entreprises s'avère d'une importance cruciale en matière de crédits pour le développement des investissements opérés par les entreprises en question. C'est l'entreprise qui fait la puissance d'une nation. (Karyotis, Nekhili, 2008) indiquent qu'en l'absence d'un autofinancement suffisant, une entreprise, pour investir, doit recourir soit au marché de capitaux, soit aux intermédiaires financiers. (Mouhoubi ,1998) note qu'une économie moderne, puissante, performante et compétitive ne peut exister sans un système bancaire et financier moderne, puissant, performant et ouvert. L'une ne va pas sans l'autre. Les pays développés nous offrent le meilleur exemple de cette parfaite osmose.

3.1. La création d'entreprise et son financement :

Les banques constituent le fer de lance de l'entrepreneuriat dans le cadre des crédits octroyés aux entrepreneurs. Elles doivent en ce sens en Algérie, consentir plus d'efforts pour améliorer quantitativement et qualitativement le financement de l'économie en veillant au respect du cadre normatif d'intervention et en renforçant la prévention et la supervision dans le cadre de la bonne gouvernance. La bourse des valeurs mobilières constitue également pour un pays une source importante pour le financement des investissements entre autres : les entrepreneurs.

3.1.1. L'accompagnement du processus entrepreneurial à travers le financement :

Le plan d'affaires et les outils qui le composent, comme l'étude de marché ou le plan de financement, favorisent principalement la structuration de la réflexion entrepreneuriale autour d'un scénario préétabli pouvant même être apporté par l'accompagnateur. Dans ce cadre, (Lakhlef, 2014) met en évidence que tout initiateur de projet, créateur d'entreprise doit se préparer, se former, être encadré. Aussi, le créateur d'entreprise doit mettre en œuvre une stratégie.

3.1.2. La recherche des sources de financement :

(Lakhlef, 2006) indique qu'une fois l'idée précisée, le projet étudié et évalué, le créateur d'entreprise aura à faire face au financement du projet. En effet, apprécier les besoins de financement constitue l'ossature principale. L'itinéraire du créateur d'entreprise est important dans le domaine financier. En ce sens, plusieurs paramètres sont à prendre en considération, en l'occurrence : Il faut estimer les besoins permanents nécessaires à la réalisation du chiffre d'affaires envisagé ; Elaborer les comptes de résultat prévisionnels ; Bâtir le tableau de financement ; Evaluer les besoins de trésorerie ; Etablir le bilan d'exercice. D'autre part, le créateur d'entreprise devra déterminer les sources à court, moyen et long terme ; Comment se faire apprécier du banquier ? Remettre un bon dossier à la banque. Plusieurs auteurs ont mis en exergue la problématique afférente au financement (Lachman, 1996) (Lachman, 1993) (St pierre, Beaudoin, 2003) (Papin, 1999).

3.1.3. Le rôle des banques et des institutions financières algériennes dans le financement de l'entreprise :

Afin de s'adapter à l'évolution de l'environnement économique, et permettre une politique efficiente dans le cadre de la promotion de l'entreprise, les banques et les institutions algériennes doivent entreprendre un certain nombre d'actions en l'occurrence : Assister les créateurs d'entreprises en matière de conseils , de crédits, d'ingénierie financière ; Susciter la création de sociétés de « capital risque » et de leasing d'une part, et d'un fonds de développement des investissements afin de pallier à l'insuffisance de l'autofinancement des futurs investisseurs ; L'amélioration de la qualité et de la célérité dans le traitement des opérations...L'Etat doit jouer pleinement son rôle incitatif pour permettre à l'esprit d'entreprise de s'épanouir pleinement et librement. L'entreprise est le principal moteur de la croissance et de création d'emploi (Lakhlef, 2006).

3.2. L'institution financière bancaire seule source de financement des entreprises en Algérie :

Comme nous l'avons souligné en Algérie, le financement des entreprises se fait quasiment par le biais des crédits bancaires, ce qui constitue un frein pour la prise en charge de tous les projets. Pour (Lasary, 2014) dans une économie d'endettement, le marché financier est peu développé, dès lors une faible part des besoins des entreprises est financée par émission de titres financiers. Une économie d'endettement est une économie dans laquelle prédomine le financement par crédit bancaire. En Algérie, les entreprises sont essentiellement financées par les banques au moyen de crédits, il s'agit d'une économie d'endettement. (Benachenhou, 2015) estime que les banques publiques assurent la totalité du financement long du secteur public ; soit environ 31,2 milliards de dollars. Elles ont un encours de crédit sur le secteur privé d'environ 21 milliards de dollars et restent la principale source de crédit au secteur privé. (Grim, 2009) note dans ce cadre, que le qualificatif dévalorisant de « Banques » les plus archaïques du bassin méditerranéen que leur avait attribuées le FMI au début des années 1990, continue aujourd'hui à caractériser les banques algériennes. La réforme du système bancaire national est étroitement liée à la

transformation de l'environnement dans lequel il évolue et plus particulièrement au redéploiement de l'administration économique de l'Etat qui doit se réformer pour accompagner la transition vers l'économie de marché et soutenir l'entreprise dans la production de richesses souligne (Grim, 2012).

3.2.1. Les principales contraintes des banques commerciales en Algérie :

Le banquier algérien est dans une certaine mesure, le produit d'une bureaucratie, d'un système longtemps marqué du sceau de l'injonction politico-administrative, et certains réflexes, nés du poids des habitudes négatives. Les banques sont-elles une des causes de la faible diversification de l'économie et de la qualité médiocre de la croissance ? Certainement mais c'est un phénomène induit car les causes principales sont ailleurs : le rôle dominant de l'Etat dans l'économie qui façonne le comportement des banques publiques en matière de politique du crédit et le faible dynamisme de la demande de crédit du secteur privé pour l'investissement en comparaison de sa demande pour le commerce estime (Benachenhou , 2015).

3.3. Un marché financier performant en Algérie : vecteur pour le financement des entreprises

(Carroué ,2015) note pour sa part que les marchés financiers sont organisés juridiquement, techniquement et économiquement en systèmes par de grands acteurs : Etats, banques, assurances ; fonds... par leurs pouvoirs de décision, leurs exigences, leurs critères et au final, leur action ; ils contribuent à remodeler en permanence à leur profit l'espace mondial en intervenant sur les différents marchés spécialisés des capitaux : monnaies et devises, actions, dettes ; matières première... Au total ; ils pilotent et organisent largement et concrètement par leurs stratégies la vie quotidienne et l'action journalières de milliards d'individus ; parfois jusque dans les espaces les plus reculés de la planète. (Goyeau, Tarazi, 2018) mettent en évidence qu'on dénombre cinq fonctions principales des marchés financiers : mobiliser l'épargne, fournir la liquidité, fournir de l'information, faciliter la restructuration des entreprises, contrôler les entreprises émettrices. Pour (Mouhoubi, 1998) les deux piliers fondamentaux d'un marché financier sont le système bancaire et la bourse des valeurs.

3.3.1. La faiblesse de la bourse des valeurs mobilières d'Alger : un handicap majeur pour le financement des PME

Pour (Grim, 2012) depuis la création du marche de la PME à la bourse d'Alger, ce marché spécifique demeure vierge est réservé aux petites et moyenne entreprises dont le capital est inférieur à 500 millions de dinars. La réglementation n'exige que les PME désireuses de s'introduire en bourse d'ouvrir leur capital social à un niveau minimum de 10% au plus tard le jour de l'introduction. Elles doivent aussi désigner ; pour une période de 5ans, un conseiller accompagnateur dénommé : promoteur en bourse. Ses missions portent sur l'accompagnement des PME dans le cadre du processus d'introduction en bourse et l'assistance de ces dernières en matière de respect de leurs engagements de divulgations des informations, de transparence et de bonne gouvernance. (Ismail, 2011) met en lumière que la bourse du Caire (Egypte) a plus de 300 titres, la Jordanie 275 titres, le Koweït 200 titres, les Emirats plus d'une centaine de titres, le Maroc une centaine. Dans ce cadre, la bourse des valeurs mobilières d'Alger enregistre seulement quatre entreprises.

La bourse des valeurs mobilières d'Alger se compose de deux marchés : le marché de titres de créance et le marché de titres de capital :

- Le marché des titres de créances est composé : du marché des obligations (titres émis par les sociétés par actions) et le marché blocs OAT est réservé aux Obligations Assimilables émises par le Trésor public Algérien.

- Le marché de titres de capital : Ce marché est destiné aux grandes entreprises à travers le marché principal. Le marché principal est composé de quatre entreprises en l'occurrence : Biopharm ; Alliance Assurances ; Sidal ; EGH Chaine El Aurassi. Aussi, La bourse d'Alger n'a pas en effet correctement encadré les entreprises cotées, avec seulement 4 titres à gérer (avec le retrait de NCA Rouiba). En effet, la société NCA Rouiba a déposé auprès de la commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB) le 19 mars 2020, une demande officielle portant sur un projet d'offre publique de retrait (OPR) de son titre de la bourse d'Alger.

3.3.2. Une seule PME cotée au marché des PME :

L'état rachitique de la bourse d'Alger. Ce marché a été créé en 2012 par le règlement de la commission de surveillance des opérations de bourse (COSOB) n°12-01 (janvier 2012) modifiant et complétant le règlement n°97-03 du 18 novembre 1997 relatif au règlement général de la bourse des valeurs mobilières, (Paru au JORA n°41 du 15 juillet 2012). Ce marché peut offrir aux PME en démarrage une alternative pour accéder aux capitaux. C'est une excellente occasion de croissance pour les PME, tout en procurant aux investisseurs un marché bien réglementé pour leurs placements. Toutefois ; Le compartiment PME quant à lui comporte toujours une seule société AOM Invest SPA en l'occurrence, admise en décembre 2018. Selon la COSOB, le titre AOM Invest n'a enregistré durant l'année 2019 que trois transactions portant sur 280 actions pour un montant s'élevant à 117 200 DA. Cet état de fait va engendrer donc une diminution des sociétés cotées. (Bessaha, 2020) note que le marché boursier algérien est minuscule qui peine à décoller : 'quatre sociétés cotées, un marché des obligations d'entreprises dominés par les titres d'Etat, l'absence de marchés de titrisation. Le défi pour le système financier algérien est de jouer un véritable rôle d'intermédiaire financier en appui de la restructuration économique. Il faut pour cela moderniser le système financier afin d'assurer une synergie entre les activités réelles et financière, mobiliser l'épargne et améliorer l'allocation des ressources. (Meddahi, 2017) note que la bourse d'Alger est dans un état rachitique pourquoi ? Il ya plusieurs raisons : l'Etat a peu privatisé et a préféré le faire en dehors de la bourse. Les sociétés privées d'origine familiale n'aiment pas la bourse. La cotation en bourse impose une transparence qui rend la rentabilité plus difficile face à la concurrence déloyale qu'impose l'économie informelle. La capitalisation boursière demeure faible, le nombre d'entreprises cotées également. La bourse constitue une alternative aux financements bancaires dans la conjoncture actuelle. D'où la nécessité pour la bourse de recourir à ce mode de financement et redynamiser ce marché. Toutefois, le lancement d'un compartiment dédié au financement des petites et moyennes entreprises : PME en 2012 n'a pas changé la situation, ce qui fait qu'aujourd'hui, les entreprises ne se bousculent toujours pas à la bourse. Pour (Berkouk, 2019) la bourse d'Alger végète depuis 1988. Les banques publiques accusent des retards dans la digitalisation dans la conceptualisation et la structuration de produits financiers ; La bourse d'Alger souffre cruellement de profondeur et de liquidité.

3.3.3. L'évolution et les particularités des PME en Algérie :

Les PME privées évoluent encore dans un cadre de propriété familiale et se caractérisent par une taille réduite atteignant rarement la taille critique. Le tissu économique privé est dans l'ensemble constitué de petites entreprises familiales fermées aux investissements extérieurs. Le caractère familial des PME algériennes aggrave les contraintes institutionnelles auxquelles elles sont confrontées. C'est une question déterminante car les réticences de nos PME à diluer leur capital et à s'astreindre aux

exigences de publication des informations constituent une partie des raisons qui expliquent la faiblesse, voire l'absence d'un marché financier en Algérie. (Meddahi, 2017) souligne dans ce cadre, qu'il ya également des raisons plus profondes : il ya un manque de culture financière parmi nos concitoyens, mais aussi parmi beaucoup de dirigeants économiques et politiques. La presse spécialisée n'existe presque pas par manque de financement.

3.3.4. Un financement efficient des entreprises en Algérie :

Une nécessité vitale (Mishkin, Bordes, Haut cœur, Labarthe, 2007) mettent en évidence que les marchés financiers qui fonctionnent bien sont un facteur clé dans la production d'une croissance économique élevée, alors que les marchés inefficaces sont une des raisons pour lesquelles de nombreux pays dans le monde restent pauvres. Les activités sur les marchés financiers ont également des effets directs sur la richesse individuelle, et le comportement des entreprises et des consommateurs, et sur les fluctuations économiques. Les opérations boursières en Algérie peinent à décoller et à jouer le rôle qui leur incombe. Une économie de marché, au fur et à mesure que le développement économique s'approfondisse, la place boursière prend de l'ampleur. (Naas, 2003) explique que la croissance économique implique que l'entreprise, l'investissement et la création d'emploi doivent être au centre des préoccupations de l'administration économique de l'Etat. La réforme du système bancaire national est étroitement liée à la transformation de l'environnement dans lequel il évolue et plus particulièrement au redéploiement de l'administration économique de l'Etat qui doit se réformer pour accompagner la transition vers l'économie de marché et soutenir l'entreprise dans la production des richesses. L'Algérie a besoin d'ériger une place boursière qui finance l'économie productive.

3.3.5. Une banque dédiée à la PME au niveau de chaque wilaya :

Un outil pour renforcer le financement des PME. Les petites et moyennes entreprises (PME) ont parfois une vitalité incontestable. Leur taille leur permet d'adopter des modes de gestion plus réactifs. De plus, certaines parviennent à bénéficier d'une notoriété régionale incontestable ce qui favorise une évolution en harmonie avec les marchés sur lesquels elles se situent. (Lakhlef, 2010) met en relief que dans l'Union Européenne, 99% des entreprises sont des PME qui emploient plus de 60% de salariés, participent à 53% dans la constitution de la valeur ajoutée et à plus de 45% du chiffre d'affaires. Dans ce cadre, le financement des PME s'avère d'une importance cruciale en matière de crédits pour le développement des investissements opérés par les entreprises en question. Aussi, l'entreprise doit être au centre des préoccupations des politiques économiques. (Edelman, Brush, Manolova, 2002) mettent en évidence que la jeune entreprise doit compter sur des ressources accessibles afin de combler, notamment et en partie, ses capacités financières réduites qui pourraient limiter les investissements à réaliser dans sa structure et ses activités. Ces diverses ressources peuvent être apportés par le capital humain (les employés) qui par leur capacités, compétences et connaissances peuvent faciliter certaines démarches de l'entreprise ou permettre la suggestion d'idées pouvant contribuer aux développements de nouveaux produits et aussi de nouveaux marchés. Une banque dédiée aux PME dans chaque wilaya est un objectif appréciable afin de financer les PME.

3.3.6. La création d'une caisse de dépôt et d'investissement :

Un impact positif quant au financement des entreprises en Algérie. D'autres instruments doivent être mises en œuvre, telle une caisse de dépôt. Il s'agit en fait d'une caisse que l'Etat doit créer afin que les banques puissent y placer leur liquidités, moyennant rémunération pour que ces mêmes liquidités soient alloués par la suite aux entreprises. Elle pourra devenir le véritable moteur de développement de la bourse et du marché des capitaux. Dans ce cadre, (Siagh, 2020) met en exergue que la caisse de dépôt et

d'investissement jouera un rôle novateur dans une économie débarrassée d'une présence prépondérante de l'Etat. Elle devra être un organe qui appartient à l'Etat, qui opère sur une base commerciale ; mais doté d'un système de gouvernance transparent échappant à l'emprise de l'exécutif, de sorte que la caisse rende compte à un parlement.

3.3.7. La commercialisation des produits de la finance islamique en Algérie :

La banque d'Algérie a consacré le règlement n°20-02 du 15 mars 2020, définissant les opérations de banque relevant de la finance islamique et les conditions de leur exercice. Le système bancaire islamique a pour objectif de participer au développement économique en mobilisant des ressources au niveau national et international, pour les affecter au financement de projets ou d'activités rentables et conformes à la Charia Islamique. (Nouioua, 2017) met en relief que l'action menée par les partisans des banques islamiques a donné ses fruits. Un réseau de ces banques s'est développé à partir des années 1960 dans plusieurs pays musulmans et même dans certains pays Occidentaux. Leur nombre s'accroît de plus en plus ainsi que leurs avoirs financiers qui atteignent maintenant des centaines de milliards de dollars ; Elles s'emploient à diversifier leurs opérations aussi bien celles de financement que celles de collecte de fonds.

Conclusion :

L'entreprise constitue une source de création de richesses et doit se trouver toujours au centre des préoccupations des pouvoirs publics et des politiques économiques de croissance et de développement. Aussi, la mise en œuvre d'une politique de développement de la culture entrepreneuriale en Algérie s'avère primordiale. Stimuler l'esprit d'entreprise et réhabiliter l'action d'entreprendre constitue un levier d'action pour une émergence économique en Algérie. Toutefois, l'entrepreneuriat nécessite la mise en œuvre des politiques renouvelées d'éducation ; d'enseignement supérieur, de recherche et développement, d'une économie fondée sur la connaissance et de formation professionnelle pour garantir le développement des capacités créatives et des capacités compétitives en Algérie. Densifier le tissu des PME et des grandes entreprises en Algérie nécessite, entre autres : La formation des formateurs de gestionnaires d'incubateurs et de pépinières ; L'accompagnement des entreprises ; La mise à disposition de terrains et une fiscalité avantageuse. L'université, l'entreprise et les pouvoirs publics doivent créer une dynamique de création d'entreprises basé sur le savoir et le savoir faire dans l'intérêt des jeunes diplômés et de l'économie du pays. La formation entrepreneuriale au sein des universités algériennes renferment des enjeux stratégique pour l'avenir économique de l'Algérie d'une part et d'autre part elle augure des perspectives prometteuses pour le développement économique. Aussi, la relation entre l'entreprise algérienne et la recherche doit conduire notamment : à la création des centres de recherches mixtes, prévenir les innovations technologiques par une intervention en termes de veille, l'élaboration de nouvelles connaissances, la mise en place d'équipes de recherches pluridisciplinaires associant les entreprises...Aussi, la gestion de la relation université-entreprise constitue une source de compétitivité dans le cadre de l'économie de marché. Les collectivités locales en Algérie constituent les cellules de base de la nation. Une politique de développement économique locale harmonieuse à travers entre autres : la création d'entreprise permettra d'augmenter le potentiel de croissance. Toutefois, l'émergence et le développement des entreprises nécessite en Algérie des leviers à mettre en œuvre : Une économie fondée sur la connaissance ; un système de veille et d'intelligence économique ; Une base ayant trait à la recherche et développement ; Des ressources humaines qualifiées ; Un climat des affaires

harmonieux ; Une bonne gouvernance... A cet effet, les pouvoirs publics en Algérie doivent mettre en place les bases d'un véritable droit économique cohérent et incitatif pour la création de richesses à travers des politiques efficaces pour l'essor de l'entreprise. Le secteur bancaire et financier participe à l'allocation efficace des ressources. Il doit être partie prenante à part entière dans les performances globales du secteur économique notamment à travers des financements adéquats aux entreprises .Cependant, en Algérie le financement de l'entreprise en général s'opère dans la majorité des cas que par les concours bancaires. , il est impératif à notre sens de développer la désintermédiation, ou une partie de l'intermédiation bancaire s'effectuera par le biais du marché financier et non plus uniquement par le marché du crédit. La réflexion stratégique est à intégrer rapidement pour que l'entreprise algérienne, la PME en particulier et le système bancaire et financier algérien puissent survivre, s'adapter aux changements, à l'environnement et à la compétitivité. Ces relations revêtent une importance d'autant plus grande qu'elles mettent en présence deux partenaires d'un poids économique non négligeable, d'autant plus que la banque, par sa contribution au financement de l'entreprise occupe une place centrale. Aussi, la banque et la bourse des valeurs d'Alger doivent être à la hauteur.

Référence :

1. Audet J (2001) : Une étude des aspirations entrepreneuriales d'étudiants universitaires québécois : seront-ils des entrepreneurs demain ? Cahier de recherche de l'université du Québec trois rivières CR 01-13
2. Azoulay H, Kriger E ; Poulain G (2001) : De l'entreprise traditionnelle à la Start Up. Editions d'organisation, Paris
3. Aliouat B (2014) : Développement algérien et réseaux d'innovation au Maghreb : enjeux, difficultés et propositions en préalable aux espaces économiques régionaux. .Ouvrage collectif intitulé : L'intégration économique Maghrébine : un destin obligé sous la direction de Mebtoul A et Sari C. Editions Anwar El Maarifa (Algérie)
4. Arif A (2007) : Entrepreneuriat et système éducatif. Colloque international sur l'entrepreneuriat et l'innovation en Algérie. Centre universitaire de KhemisMeliana (Algérie)
5. Alary AM, Lalloup I, Stroussi A (2010) : Management des organisations. Alger ; Editions Berti.
6. Akkacha H, Daoudi S, Khiat A (2017) : La formation, un outil pour renforcer la confiance en soi.Ouvrage collectif intitulé : la confiance au cœur de la GRH. Editions El Adib, Oran
7. Boudia MF (2017) : Les facteurs susceptibles d'influencer l'intention entrepreneuriale. Revue Mecas (Laboratoire de recherche Management des entreprises et du capital social) Université Abou BakrBelkaid Tlemcen (Algérie)
8. Baronet J (2011) : Quels facteurs influencent l'intention d'entreprendre des étudiants universitaires ? Congrès de l'académie de l'entrepreneuriat et de l'innovation. 12-15 octobre 2011 ; Paris
9. Boissin JP, Chollet B, Emin S (2008) : Les croyances des étudiants envers la création d'entreprises : un état des lieux. Revue Française de gestion Vol 34 N°180
10. Bensalhi M (2012) : Le monde en crise. Les dérives de la finance. Casbah Editions, Alger.
11. Bernaoui R. (2016) : Veille et intelligence économique, Editions OPU, Alger.
12. Bellon B (2012) : L'innovation créatrice. Economica ; Paris.
13. Biales M., Leurion R., et Rivaud JL. (2007) :L'essentiel de l'économie. Editions Berti, Alger.
14. Benguerna A (2007) : La formation à la création d'entreprise. Colloque international sur l'entrepreneuriat et l'innovation en Algérie. Centre universitaire de KhemisMeliana (Algérie).
15. Bounouh A (2017) : Développer la culture d'entreprise chez les jeunes par la formation : éléments de diagnostic et enjeux en Tunisie. Hhttps://forum 2017 sciences conf.org.

16. Benzina N (2014) : Le problème du chômage dans les Pays Maghrébins. Ouvrage collectif intitulé : L'intégration économique Maghrébine : un destin obligé sous la direction de Mebtoul A et Sari C. Editions Anwar El Maarifa (Algérie).
17. Berrouane S (2010) : Le management des ressources humaines : études des concepts, approches et outils développés par les entreprises américaines. OPU, Alger.
18. Barraud J, Kittel F, Moule M (2004) : La fonction ressources humaines. Métiers, compétences et formation. Editions Dunod ; Paris.
19. Beddi N, Boumedienne M (2018) : Le secteur public entre l'innovation et le développement public. Colloque international du 27 au 28 Novembre 2018. Université de Blida 2 (Algérie).
- Berkouk O., (2019) : La mauvaise gouvernance, seul responsable du détournement vers l'informel de 50% du PIB, El Watan Economie du 11/11/2019.
20. Benabdelkader F, Laronne D (2014) : Les institutions de gouvernance dans les pays Arabes. Editions L'Harmattan ; Paris.
21. Benachenhou A (2015) , L'Algérie, sortir de la crise .El Diwan, Alger
22. Bouyacoub F (2000) , L'entreprise et le financement bancaire, Casbah Editions, Alger,
23. Bessaha A (2020), Les réformes monétaires, bancaires et financières en Algérie, El Watan Economie du 5 octobre 2020
24. Colovic A (2008) : La grande transformation des PME japonaises. Revue française de gestion N°182/2008
25. Carroué L (2015) : La planète financière : capital, pouvoirs, espace et territoires. Editions Armand Collin ; Paris.
26. Colloovic Lamotte A (2004) : Les réseaux de PME dans les districts au Japon. Thèse de doctorat en sciences de gestion. Université de Paris-Dauphine.
27. Darbellet M, Izard L, Scaramizza M (2011) : L'essentiel sur le management. BertiEditions ; Alger.
28. Donald F (2005) : The émergence of entrepreneur ship. Théory of practice septembre 2005 Vol 29.
29. Djeflat A, Zghal R, Abbou M (2000) : Innovation et développement du Maghreb. Editions Ibn Khaldoun Oran (Algérie).
30. Djeflat A (2005) : Gouvernance locale et économie de la connaissance au Maghreb. Editions Dar El Adib Oran (Algérie)
31. Djeflat A (2006) : L'économie fondée sur la connaissance : Etat des lieux et perspectives pour l'Algérie. Editions Dar El Adib , Oran (Algérie)
32. Djeflat A (2014) : L'intégration économique Maghrébine : Un destin obligé ; Ouvrage collectif sous la direction de A. Mebtoul et Camille Sari. Editons Anwar El Maarifa (Algérie)
33. Edelman LF, Brush CG, Manolova TS (2002) : The impact of human and organization resources on small firm strategy. Journal of small and enterprise development. Business Development. Vol 9 N°3.
34. El Mogherbi S, Khiat A(2017) : Une bonne gouvernance pour une GRH basée sur la compétence dans la fonction publique . Ouvrage collectif intitulé : la confiance au cœur de la GRH. Editions El Adib, Oran.
35. Fayolle A (2004) : L'entrepreneuriat, apprendre à entreprendre. Dunod, Paris.
36. Fayolle A (1999) : L'enseignement de l'entrepreneuriat dans les universités Françaises. Analyse de l'existant et propositions pour en faciliter le développement. Rapport pour le Ministère de l'éducation nationale de la recherche et de la technologie.
37. Fayolle A, Lemaire S, Adnan M (2014) : Entreprendre dans la diversité. Revue entreprendre et innover. Edition de Boeck N°20.
38. Fontanel M, et Fontanel J. (2013) : Entrepreneuriat, PME durables et réseaux sociaux .Editions L'Harmattan. Paris
39. Ferguene A (2004) : Gouvernance locale et développement territorial : le cas des pays du sud. Editions L'Harmattan, Paris.

40. Guihur I (2013) Des conditions de base à la croissance des PME ?; Ouvrage collectif intitulé : Créer et développer une PME dans une économie mondialisée sous la direction de José ST Pierre et M Trépanier. Presses de l'université du Québec. Sainte-Foy (Québec)
41. Gaudillot VC, Quelin B (2004) : Nouvelle compétence et mode d'accès. Revue Française de gestion : Mars/Avril ; Paris.
42. Gouttebel JY (2003) : stratégies de développement territorial. Economica, Paris.
43. Grim N (2009) : Algérie : L'interminable transition. Casbah Editions ; Alger.
44. Grim N(2012) : Entrepreneurs, Pouvoir et société en Algérie , Casbah Editions, Alger,
45. Goyeau D, Tarazi A (2018) : A quoi sert la bourse. Ouvrage dirigé par Plihon D. OPU, Alger.
46. Hernandez EM (1999) : L'entrepreneur : Approche théorique. Editions L'Harmattan ; Paris.
47. Henni A, Chachouia F (2019) : Rôle de l'université dans le développement de l'esprit entrepreneurial : quelques expériences internationales (USA, Maroc et Tunisie).Ouvrage collectif intitulé : The role of entrepreneurial shipeducation in instilling entrepreneurial spirit amongstudent of highereducation institutions. Ecole supérieur des enseignants en collaboration avec le laboratoire ;Etude et développement économique. Université de Laghouat (Algérie).
48. Hirigoyen G, Poulain-Rehm. T(2017). : Approche comparative des modèles de gouvernance. Revue Française des sciences de gestion N° 265/2017 ; Paris.
49. Horbach J (2008) : Déterminants of environmental innovation. New Evidence FromGermain Panel Data sources Research Policy Vol 37.
50. Hamouda NE et lassassi M (2011) : Entrepreneurs Maghrébins. Article : Essai statistique. Sur le potentiel entrepreneurial en Algérie. Editions IRMC Tunis et Karthala Paris ;
51. Ismail A (2011) : Pour rattraper le retard, une entreprise par mois introduite en Bourse, El Watan-Economie du 14-20 mars 2011.
52. Jakoviac F (2006) : L'intelligence économique. Editions d'organisations ; Paris.
- Janssen F et Surlémont B (2009) : Entreprendre. Une introduction à l'entrepreneuriat. Editions de Boeck, Bruxelles.
53. Jolis N (2000) : La compétence au cœur du succès de votre entreprise. Editions d'organisation ; Paris.
54. Kasri-Boudache S, Ifourah H (2017) : Territoire et pratiques du management de l'innovation : Quels rôles ? Cas des entreprises de la région de Bejaia (Algérie). Revue du laboratoire Management des entreprises et du capital social (MECAS). Université Abou bakrBelkaid – Tlemcen-Algérie.
55. Karyotisd C, Nekhili M (2008) : Stratégies bancaires internationales. Ouvrage commun sous la direction de Karyotis C et NekhiliM . Editions Economica ; Paris.
56. Kheladi M(2012). « Le développement local ». OPU ; Alger.
57. Khiat A (2017) : L'enseignement de la GRH dans les universités Maghrébine. Ouvrage collectif intitulé : Gestion des ressources humaines coordonné par le professeur AssyaKhiat. Editions Dar EL Adib Oran (Algérie).
58. Khelil A (2011) : la commune dans le défi du management et de l'ingénierie territoriale. Casbah Editions, Alger.
59. Khelassi R (2010) : L'économie contemporaine. Editions Houma. Alger
60. Khiat A, Semaoune K, Benkhedda K (2017) : Impact d'un système de gestion de carrière sur la compétitivité des entreprises. Editions El Adib ; Oran.
61. Lamiri A (2013) : La décennie de la dernière chance. Emergence ou déchéance de l'économie algérienne ? Editions Casbah, Alger.
62. Lakhlef B (2014) : Créateur d'entreprise. Dirigeant d'entreprise. Editons Alger-Livres, Alger.
63. Lakhlef B (2010) : Les outils pour bâtir un business Plan . Editions GAL, Alger.
64. Lakhlef B (2009) ; Création et gestion d'entreprise. Editions GAL ; Alger.
65. Lamiri A (2003) : Management de l'information, redressement, mise à niveau des entreprises. OPU, Alger.
66. Lakhlef B (2008) ; Création et gestion d'entreprise. Editions GAL ; Alger.
67. Lachman J (1996) : Financer l'innovation des PME ; Economica, Paris

68. Lachman J (1993) : Le financement des stratégies de l'innovation ;Economica ; Paris.
69. Lakhlef B. (2006) : La bonne gouvernance, Dar El Khaldounia ; Alger
70. Lasary (2014) , Le marché des capitaux. Editions Lasary ; Alger
71. Mouhoubi. S (1998): L'Algérie à l'épreuve des réformes économiques. Editions OPU : Alger.
72. Mekideche M(2008) : L'économie algérienne à la croisée des chemins ; Editions Dahlab ; Alger.
73. Monimo JL., Sedkaoui S(2014) : « Relation entreprise-université : facteur clé pour développer l'employabilité et promouvoir l'innovation dans le monde universitaire ». Colloque international sur l'employabilité et l'innovation dans les universités du Maghreb. Faculté des sciences juridiques économiques et sociales de Kenitra (Maroc). 20,21 et 22 novembre 2014.
74. Mishkin F, Bordes C, Haut Cœur PC et al (2007) : Monnaie, Banque et marchés financiers , Editions nouveaux horizon, Paris.
75. Meddahi N (2017) : Investir à la bourse des actions d'Alger, El Watan du 16 aout 2020.
76. Naas A(2003) : Le système bancaire algérien. De la décolonisation à l'économie de marché ». Editions Maisonneuve et Laroche, Paris.
77. Nouioua B (2017) : Le dinar algérien. Passé et présent. Editions Casbah
78. Pandélieu G (1997) : Le profil du créateur d'entreprise. Editions L'harmattan, Paris.
79. Pecqueur B (2002) : le développement local ; Syros. Paris.
80. Porter M (2003) : L'avantage concurrentiel. Comment devancer ses concurrents et maintenir son avance. Dunod ; Paris.
81. Porter M (2008) ; Entrepreneur ship and higher. OCDE. Paris
82. Pallas V, Labaki R (2005) : Management de la banque : risques, client,organisation. Ouvrage coordonné par E Lamarque. Edition Pearson Education ; France
83. Papin R (1999) : Stratégie pour la création d'entreprise. Editions Dunod ; Paris.
84. Romon F, Fernez-Walch (2013) : Management de l'innovation de la stratégie aux projets. Editions Vuibert ; Paris.
85. Rouach D (2015) : Veille technologique et intelligence économique. Editions ITCIS, Algérie
86. Rezig A (2006) : Algérie-Bresil - Corée du Sud. Trois expériences de développement. Editions OPU, Alger.
87. Romon F, Fernez-Walch (2013) : Management de l'innovation de la stratégie aux projets. Editions Vuibert ; Paris.
88. Rahmani Y Z, Lebrag MR, Rahmoune A (2019) : Entrepreneuriat en Algérie : Quelles structures d'appui pour ce processus ? Ouvrage collectif intitulé : The role of entrepreneurial shipeducation in instilling entrepreneurial spirit amongstudent of higher education institutions. Ecole supérieur des enseignants en collaboration avec le laboratoire ;Etude et développement économique. Université de Laghouat (Algérie).
89. Sari C(2011) : Algérie et Maroc ; Quelles convergences «économiques ? Editions Cabrera ; Paris.
90. St Pierre et Trépanier (2017) : Créer et développer une PME dans une économie mondialisée. Editions Lebed, Sétif.
91. Saporta B, Vesttraete (2000) : Réflexions sur l'enseignement de l'entrepreneuriat dans les composantes en sciences de gestion des universités Françaises. Revue Gestion n Vol 17 ;
92. Stiglitz J E (2010) : Le triomphe de la cupidité. Editons LLL ; Paris.
93. ST Pierre J, Beaudoin R (2003) : Les décisions d'investissement dans les PME ; Comment évaluer la rentabilité financière ?. Québec. Presses de l'université du Québec.
94. Siagh L (2012) : Les arcanes de la finance islamique. Casbah Editions, Alger
95. Siagh L. (2020) : Mettre en place une caisse de dépôt et d'investissement, Journal Liberté économie du 20/6/2020.
96. ThevenetM,Vachette JL (1999) : Le processus entrepreneurial : vers un modèle stratégique d'entrepreneuriat. Edition L'harmattan, Paris.

97. Tremblay M, Gasse Y (2013) : Projets et entrepreneuriat au sein des pays émergents. Coordonné par Patrel R Editions L'Harmattan Paris.
98. Verstraete T et Fayolle A (2005) : Paradigmes et entrepreneuriat. Revue de l'entrepreneuriat
99. Verstrate T (2000) ; Réflexions sur l'enseignement de l'entrepreneuriat. Revue française de gestion n°3.
100. Zeroki W, Drari Y (2017) : L'université entrepreneuriale en Algérie : Cas des étudiants de l'université de Tlemcen. Revue Mecas (Laboratoire de recherche Management des entreprises et du capital social) Université Abou BakrBelkaid Tlemcen (Algérie).